



# BAD

2012  
www.afdb.org

## NOTE ÉCONOMIQUE

### CONTENT

I- La présence économique de la Chine en Afrique du Nord **p.3**

II- Afrique du Nord – le défi du chômage et le facteur chinois **p.7**

III- Évaluation comparative de l'impact réel et potentiel de l'IDE chinois sur la création d'emplois **p.15**

IV- Mesures recommandées **p.18**

V- Conclusions **p.20**

Bibliographie sélective **p.21**

Annexes **p.23**

**Janvier Liste**  
Vice Président PI ORVP  
k.liste@afdb.org

**Jacob Kolster**  
Directeur ORNA  
j.kolster@afdb.org  
+216 7110 2065

**Nono Matondo-Fundani**  
Directeur ORNB  
f.matondo@afdb.org  
+216 7110 2054

## Investissements chinois et création d'emplois en Algérie et en Égypte

La Chine étend sa présence à un rythme accéléré dans les économies nord-africaines (Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie), à la fois en tant qu'important partenaire commercial et, de plus en plus, en tant qu'investisseur. Dans toute la région, cette évolution est très nette dans les secteurs de l'énergie, du développement des infrastructures et du commerce de détail notamment. En revanche, la présence croissante des entreprises chinoises dans le secteur manufacturier de certains pays d'Afrique du Nord est moins connue. En même temps, à l'instar de ce qui se passe dans les autres pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire, ces pays subissent les effets de la compétitivité chinoise dans le secteur manufacturier sur leur marché intérieur et sur les marchés des pays tiers. Cela contribue naturellement au problème sous-jacent du chômage structurel, auquel les pays de la région sont confrontés et suscite dans certains milieux la crainte qu'une présence chinoise accrue pourrait en définitive nuire aux

aspirations de l'Afrique du Nord en matière de développement.

Malgré cette analyse de la compétitivité commerciale de la Chine et de ses conséquences négatives pour les différents secteurs d'activité en Afrique du Nord, l'impact de l'investissement chinois dans divers secteurs des économies nord-africaines et, parallèlement, ses effets sur l'emploi local n'ont guère été étudiés. Étant donné que la création d'emplois pour des populations en pleine croissance est l'un des principaux enjeux pour les économies nord-africaines contemporaines, il est important de déterminer avec précision où la Chine investit et d'établir dans quelle mesure ces investissements répondent à cette préoccupation pressante. En particulier, il convient de chercher une réponse aux questions suivantes : la marée montante des investissements chinois dans les usines de fabrication et d'assemblage en Afrique du Nord est-elle un présage positif pour les économies de la région ?

\* Ce rapport a été préparé par Chris Alden (London School of Economics and Political Science / SAIIA) et Faten Aggad-Clerx (ECDPM) sous la supervision de Vincent Castel, (Coordinateur principal de programme, ORNA) avec le soutien de Paula Ximena Mejia (Consultante, ORNA). Ce travail a été réalisé sous la conduite générale de Jacob Kolster (Directeur, ORNA) et de Matondo-Fundani (Directeur, ORNB). Diabaté Alassane (Economiste Pays Principal, ORNB) et Richard Schiere (Assistant de l'Economiste en Chef) ont aussi fait partis de l'équipe. Traduction réalisée par CLSD2. L'analyse et les conclusions de ce rapport reflètent les opinions de leurs auteurs et non ceux du Groupe de la Banque africaine de développement, son conseil d'administration ou des pays qu'ils représentent.

Quelle est la nature de ces investissements, et quels sont les secteurs visés ? Créent-ils des emplois ? Quels types d'emplois sont créés ? Plus généralement, peut-on en conclure que les formes de coopération Sud-Sud menées par la Chine peuvent avoir des effets tangibles positifs pour les pays bénéficiaires ?

Pour répondre à certaines de ces questions, nous examinerons la structure du commerce et des investissements Chine-Afrique du Nord dans l'ensemble de la région, en évaluant les effets de l'IDE chinois sur la création d'emplois à l'aide de deux études de cas, à savoir l'Algérie et l'Égypte, et nous analyserons les facteurs qui influent sur l'investissement générateur d'emplois dans la région.

## I. La présence économique de la Chine en Afrique du Nord

La présence grandissante de la Chine dans les économies nord-africaines s'inscrit dans la montée en puissance de ce pays dans le commerce et les investissements mondiaux. Elle reflète à la fois le recentrage de la production manufacturière mondiale sur le littoral chinois et les besoins en ressources énergétiques et minières qui en découlent. La politique dite «de la porte ouverte», tant vantée, qui a mobilisé les moyens financiers des plus grandes réserves en devises du monde au profit des principales entreprises d'État chinoises en expansion, a marqué l'émergence d'une approche volontariste visant à accéder à ces ressources dans des régions comme l'Afrique, jugées jadis trop lointaines. En pénétrant le marché africain grâce à des conditions financières attrayantes et une diplomatie habile, la Chine offrait une autre voie face à la domination occidentale traditionnelle. C'est ainsi que les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont plus que décuplé au cours de la dernière décennie, passant de 10 milliards de dollars EU en 2000 à 127 milliards de dollars EU en 2010, ce qui fait de la Chine le plus grand partenaire commercial du continent.<sup>1</sup> Ses investissements ont aussi fait un bond, la Chine étant devenue en 2008 le principal fournisseur d'investissements directs étrangers en Afrique avec plus de 5 milliards de dollars EU et fin 2009 l'Afrique recevait 4 % du volume total des investissements extérieurs de la Chine (le même pourcentage qu'avec l'Europe).<sup>2</sup> De plus, lorsque l'on soustrait les investissements directs destinés à Hong Kong, aux îles Caïmans et aux Îles Vierges britanniques, le volume d'IDE de la Chine en Afrique est plus proche de 21 %. En même temps, le commerce de la Chine avec l'Afrique reste largement dominé par l'échange de ressources contre les produits finis, suivant en cela le schéma observé avec d'autres partenaires commerciaux, tandis que, pour l'essentiel, ces investissements ont servi à soutenir les industries extractives en Afrique.<sup>3</sup>

Les liens commerciaux et d'investissement entre la Chine et l'Afrique suivent dans une large mesure la structure globale des relations économiques à travers le continent, mais ils présentent aussi quelques traits distinctifs. Les échanges commerciaux entre la Chine et la région Afrique du Nord et Moyen-Orient ont atteint 145,46 milliards de dollars EU en 2010, les secteurs de l'énergie et de la construction étant prédominants en Libye et en Algérie, les minéraux tels que les phosphates au Maroc et les engrais en Tunisie.<sup>4</sup> Les produits manufacturés tels que l'électronique, les textiles et les vêtements forment le gros des exportations de la Chine vers l'Afrique du Nord, tandis que les ressources énergétiques, les minéraux, les produits agricoles et les denrées alimentaires constituent l'essentiel des exportations de l'Afrique du Nord vers la Chine. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) de la Chine vers l'Afrique du Nord sont importants à l'échelle continentale, car ils représentent 15% des flux d'IDE vers l'Afrique, proportion qui n'était que de 10% en 2003.<sup>5</sup> Néanmoins, il convient de noter que les échanges commerciaux de la Chine avec la région restent inférieurs aux échanges bilatéraux entre la région MENA et l'Union européenne, qui se sont chiffrés à 193,3 milliards de dollars EU en 2010.<sup>6</sup>

Les effets de la compétitivité chinoise dans le secteur manufacturier, largement observés dans les autres pays africains (sans parler du reste du monde), sont ressentis de manière plus sélective dans la région. Selon une étude de la Banque mondiale sur l'impact de la Chine et de l'Inde au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les exportations chinoises (et indiennes) ont évincé certains produits clés dans des secteurs tels que l'acier, le textile, l'habillement et l'électronique au cours de la période 1995-2005.<sup>7</sup> On constate que cette évolution a parfois entraîné la délocalisation et la spécialisation d'industries nord-africaines.

<sup>1</sup> Standard Chartered, 'China-Africa Trade: setting the scene for the future', Avril 2011, [research.standardchartered.com/researchdocuments/Pages/ResearchArticle.aspx?&R=76277](http://research.standardchartered.com/researchdocuments/Pages/ResearchArticle.aspx?&R=76277)

<sup>2</sup> Statistical Bulletin of China's Outward FDI, Beijing 2009.

<sup>3</sup> Standard Chartered, op.cit.

<sup>4</sup> Voir la récente interview avec le ministre chinois des Affaires étrangères (<http://hr.china-embassy.org/eng/zxxx/t820232.htm>)

<sup>5</sup> Castel, V. et al., BRICs in North Africa: Changing the Name of the Game, In North Africa Quarterly Analytical, janvier 2011, p. 8.

<sup>6</sup> [http://www.tralac.org/cgi-bin/giga.cgi?cmd=cause\\_dir\\_news\\_item&news\\_id=100135&cause\\_id=1694](http://www.tralac.org/cgi-bin/giga.cgi?cmd=cause_dir_news_item&news_id=100135&cause_id=1694)

<sup>7</sup> Banque mondiale, Strengthening MENA's Trade and Investments Links with China and India (Washington DC, BIRD, Septembre 2008), p 9-10.

En même temps, les différents pays nord-africains réussissent de façon inégale à attirer de nouveaux IDE et à exporter leurs produits. Cela tient au fait que certains d'entre eux ont su exploiter les accords commerciaux préférentiels conclus avec leurs partenaires importants, tels que l'UE et les États-Unis. Ainsi, les performances de la Tunisie et de l'Algérie en matière d'exportation vers les marchés de l'UE se sont améliorées ces dernières années, tandis que l'Égypte a su tirer parti de son accès préférentiel au marché américain. En revanche, d'autres pays d'Afrique du Nord, comme le Maroc, ont connu une baisse de leurs exportations vers le marché européen traditionnel. En outre, certains pays nord-africains maintiennent d'importants obstacles tarifaires et non tarifaires à l'entrée des produits, qui freinent effectivement les échanges.

## 1.2 Examen de l'IDE et des courants d'échanges entre la Chine et l'Afrique du Nord

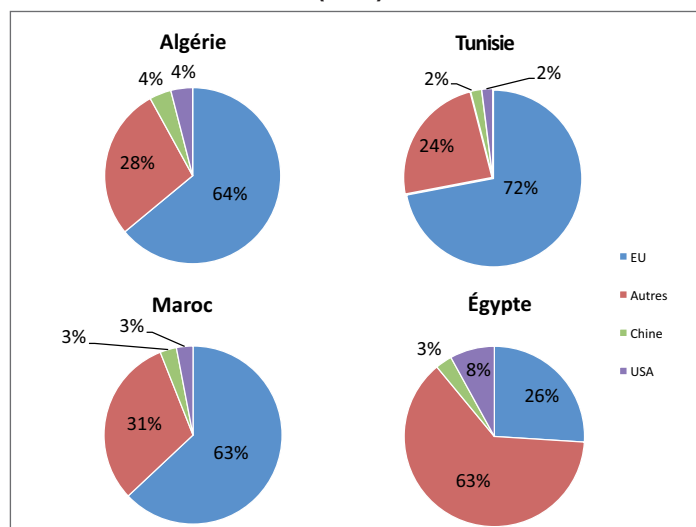
L'expansion de la Chine en Afrique a pris différentes formes. À bien des égards, la Chine n'est pas présente de la même manière en Afrique du Nord qu'en Afrique sub-saharienne. Après avoir commencé par investir dans les industries extractives et dans l'infrastructure, la Chine a rapidement élargi sa présence en Afrique du Nord au-delà de ces domaines pour intégrer les secteurs de l'électronique, de l'automobile et du textile. Cela a entraîné une augmentation considérable en volume des investissements et du commerce entre la Chine et l'Afrique du Nord. Bien que l'UE et les pays du Golfe demeurent les principaux partenaires économiques de tous les pays d'Afrique du Nord (voir graphique 1), il est incontestable que la place de la Chine s'agrandit.

Dans un premier temps, la Chine s'est intéressée à l'Afrique du Nord surtout pour son pétrole et son gaz naturel (Algérie, Égypte et, plus récemment, Libye). Ensuite, elle a peu à peu diversifié ses échanges commerciaux avec ces pays, en les élargissant lentement à diverses marchandises, dont les engrais, le coton et les denrées périssables (voir quelques exemples en annexe 1). Entre janvier et août 2010, par exemple, le commerce bilatéral sino-algérien s'est élevé à 3,98 milliards de dollars EU, soit une hausse de 7,5 % par rapport à l'année précédente. Il importe cependant de noter l'ampleur

du déficit commercial : les exportations de l'Algérie vers la Chine se sont chiffrées à 0,8 milliards de dollars EU, en hausse de 133 %, et ont représenté 2,3 % du total des exportations, tandis que les importations de l'Algérie en provenance de la Chine ont atteint 3,18 milliards de dollars EU, en baisse de 5,3 %, et représenté 12,2 % du total des importations du pays, d'où un déficit commercial de 2,38 milliards de dollars EU. Pourtant, en 2010, la Chine s'est classée 12ème partenaire de l'Algérie pour les exportations et 2ème partenaire pour les importations après la France, et ce pour la deuxième année consécutive.<sup>8</sup> Les chiffres du commerce avec l'Égypte étaient encore plus élevés, tandis que les échanges avec les autres pays d'Afrique du Nord étaient en hausse (voir graphique 2).

La Chine a également obtenu plusieurs contrats de construction en Afrique du Nord. L'Algérie a accordé à 50 entreprises chinoises des contrats de construction d'une valeur totale de 20 milliards de dollars EU<sup>9</sup>, devenant ainsi le plus grand marché en Afrique pour les entreprises de construction chinoises et l'un des plus importants au monde. Ces contrats concernent surtout la construction de logements sociaux à faible coût ainsi que la construction de tronçons de l'autoroute Est-Ouest. En Libye, la China Railway Construction Corporation (CRCC) a remporté deux contrats d'une valeur totale de 2,6 milliards de dollars EU pour la construction de la liaison ferroviaire entre l'Est et l'Ouest du pays.<sup>10</sup>

**Figure 1: Part de la Chine dans le commerce nord-Africain (2008)<sup>11</sup>**



<sup>8</sup> Ministère chinois du Commerce ; statistiques du commerce algérien en août 2010, février 2011. Disponible à l'adresse : <http://english.mofcom.gov.cn/article/subject/minister/lan-mub/201102/20110207420824.html>.

<sup>9</sup> Castel, et al., The BRICs in North Africa: changing the Name of the Game, North Africa Quarterly Analytical, Banque africaine de développement, janvier 2011, p. 8.

<sup>10</sup> China Railway Construction Corporation Limited. CRCC Wins USD2.6 bln Railway Contracts in Libya. 24 février 2008. <http://www.crcc.cn/Page/536/Sourceld/1711/Infold/4099/default.aspx>

<sup>11</sup> Invest in Med, Investissements prioritaires pour le développement de la logistique en Méditerranée ; Étude n° 4, septembre 2009.

Le plus intéressant est que la Chine a accru ses investissements en Afrique du Nord en visant les secteurs non-pétroliers/gaziers. Ainsi, Huawei, deuxième producteur d'équipement de télécommunication dans le monde, est devenu le principal fournisseur de technologies de télévision numérique de Maroc Telecom. Les entreprises chinoises ont aussi commencé à fabriquer des produits électroniques dans la région, notamment Hisense, qui a ouvert en 2008 en Égypte sa cinquième usine de production en dehors de la Chine. Avec son partenaire égyptien Sun TV, Hisense fabrique aussi 100.000 téléviseurs LCD par an. Une fois que toutes les phases de l'accord seront conclues, l'investissement total dans l'économie égyptienne s'élèvera à 60 millions de dollars EU.<sup>12</sup>

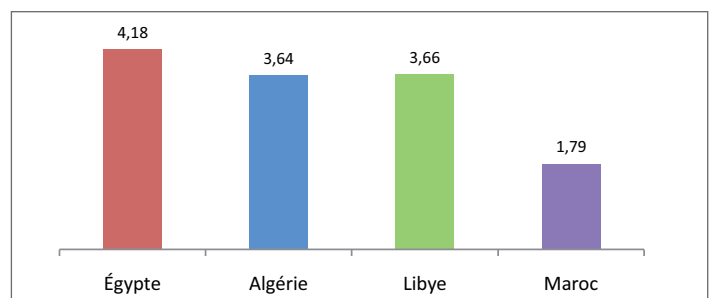
Ce repositionnement dans le secteur manufacturier s'explique en partie par la hausse du pouvoir d'achat des consommateurs de ces régions et, aussi, par la vivacité de la concurrence sur le marché intérieur chinois.<sup>13</sup> En effet, au cours de la période 2005-2009, le revenu par habitant a été plus élevé, par rapport à la Chine, dans onze pays africains.<sup>14</sup> De plus, selon un rapport de la CNUCED, si l'Afrique réussit à maintenir un taux de croissance moyen de 5 % au cours des prochaines années, les dépenses de consommation devraient continuer d'augmenter et passer de 860 milliards de dollars EU en 2008 à 1400 milliards en 2020.<sup>15</sup> L'intérêt des entreprises chinoises à s'implanter en Afrique du Nord réside aussi dans la perspective d'un accès plus facile au marché européen. En vertu des accords commerciaux préférentiels qui lient tous les pays d'Afrique du Nord (sauf la Libye) à l'UE, tous les biens fabriqués dans la région peuvent être exportés vers l'UE en bénéficiant de droits de douanes plus avantageux. La décision prise par l'UE en avril 2011 d'assouplir les règles d'origine pour l'Afrique du Nord permet ainsi aux exportateurs d'Afrique du Nord de s'approvisionner en produits venant notamment de Chine, tout en bénéficiant d'un traitement préférentiel<sup>16</sup> ;

cela offrira aux investisseurs chinois une motivation supplémentaire à créer plus d'usines dans la région.

Cependant, les troubles en Afrique du Nord ont déjà eu des effets négatifs sur les relations économiques, ce qui se traduira vraisemblablement par une diminution des chiffres du commerce entre les deux régions.<sup>17</sup> Le ministère chinois du commerce a fait savoir que la valeur des projets ayant récemment fait l'objet d'un contrat en Afrique du Nord et au Moyen-Orient a baissé de 53,2 % en glissement annuel et s'est établi à 3,47 milliards de dollars EU pour les mois de janvier et février 2011, avec notamment une baisse de 45,3 % en Libye et 97,1 % en Algérie.<sup>18</sup> Le changement le plus radical a été l'annonce par la Chine dès le début des manifestations violentes et la rébellion ouverte, qu'elle cessait toute activité économique dans ce pays.<sup>19</sup> Les autorités chinoises ont indiqué que le nombre d'entreprises chinoises présentes en Libye avait chuté de plus de 45 % au cours des deux premiers mois de 2011, ce qui a poussé la Chine à annoncer la suspension de ses activités en Libye.<sup>20</sup>

Le commerce égypto-chinois a aussi subi un brusque ralentissement depuis les événements de la Place Tahrir en janvier 2011. Comme en Libye, l'évacuation de citoyens chinois a nui gravement aux relations commerciales (voir infra).

**Figure 2 : Échange commerciaux de la Chine avec les pays d'Afrique du Nord (2009)**



Source : échanges commerciaux de la Chine avec les pays d'Afrique du Nord (2009)<sup>21</sup>

<sup>12</sup> Eugenia Pecoraro, China's Strategy in North Africa: New economic challenges for the Mediterranean region, Working Paper 26/2010, Institut Universitari d'Estudis Europeus, p. 21.

<sup>13</sup> PNUD, Economic Development in Africa Report 2010, Genève : PNUD 2010, p. 82.

<sup>14</sup> PNUD, Economic Development in Africa Report 2011, Geneva: PNUD 2011, p. 82-83.

<sup>15</sup> PNUD, Economic Development in Africa Report 2011, Geneva: PNUD 2011, p. 84.

<sup>16</sup> Conseil de l'Union européenne : le Conseil autorise la signature de la convention euro-méditerranéenne sur les règles d'origine préférentielles, 14 avril 2011, 9101/11.

<sup>17</sup> Ministère du commerce chinois : l'IDE de la Chine devrait s'accroître malgré des revers, 23 mars 2001. <http://english.mofcom.gov.cn/aarticle/newsrelease/counseloroffice/westernasiandafricareport/201103/20110307462670.html>

<sup>18</sup> Ministère du commerce chinois, China's ODI set to Grow despite setbacks, 23 mars 2001. <http://english.mofcom.gov.cn/aarticle/newsrelease/counseloroffice/westernasiandafricareport/201103/20110307462670.html>

<sup>19</sup> Plusieurs organes de presse en ont fait état. Voir par exemple Reuters, China Railway suspends Libya projects, evacuates workers. 2 mars 2011

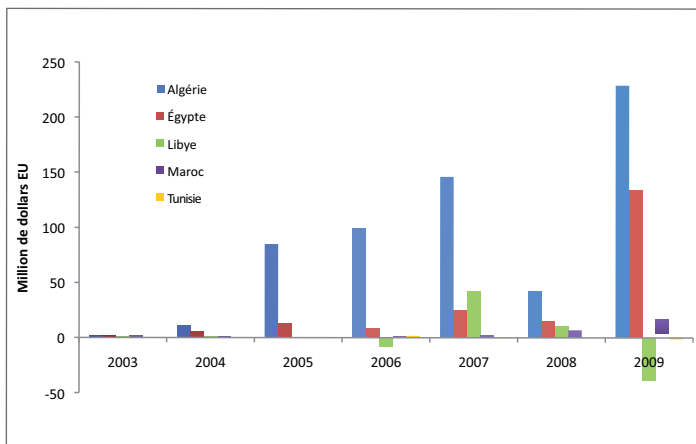
<http://www.reuters.com/article/2011/03/02/chinarailway-idUSTOE72100Q20110302> et Ding Q, S. Jingting & Z. Siyu, China Daily, 22 mars 2011,

[http://www.chinadaily.com.cn/cndy/201103/22/content\\_12205738.htm](http://www.chinadaily.com.cn/cndy/201103/22/content_12205738.htm)

<sup>20</sup> Ministère du commerce chinois, MOFCOM: Unrest hits China's foreign cooperation, 25 mars 2011. <http://english.mofcom.gov.cn/aarticle/newsrelease/counseloroffice/westernasiandafricareport/201103/20110307466776.html>

<sup>21</sup> Direction générale Commerce de la Commission européenne (DG Commerce), 17 mars 2011 ([trade.ec.europa.eu/doclib/html/113366.htm](http://trade.ec.europa.eu/doclib/html/113366.htm)).

**Figure 3 : Flux d'IDE chinois en direction de l'Afrique du Nord**



Source : (Graph 2) *China's trade with North African Countries (2009)*<sup>21</sup>

### 1.3 Impact de la compétitivité chinoise sur le secteur manufacturier de l'Afrique du Nord

La compétitivité de la Chine dans le commerce de produits manufacturiers est un phénomène bien connu dans le monde entier. A cet égard, l'on pourrait s'attendre à ce que le commerce avec la Chine ait pour effet de miner la capacité des entreprises nord-africaines qui, jusqu'à une date récente, bénéficiaient (et continuent de bénéficier dans certains secteurs) de subventions, de murs tarifaires et d'autres formes de protection publique. On constate que c'est effectivement ce qui se passe dans les industries du textile, des chaussures et des vêtements, secteurs dans lesquels les importations chinoises ont fortement mis à mal la capacité des fabricants locaux de vendre leurs produits sur le marché extérieur le plus lucratif pour la région, à savoir l'UE. A titre d'exemple, l'industrie du textile du Maroc emploie environ 200 000 travailleurs et fournit la plus grande source de revenus dans l'industrie manufacturière de ce pays. Avec l'expiration de l'accord multifibre à la fin de 2004, les exportations chinoises

de textiles, de vêtements et de chaussures ont pénétré le marché européen, ce qui a provoqué immédiatement une crise.<sup>22</sup> À la suite d'une campagne intensive des fabricants européens et nord-africains auprès des instances européennes, l'UE a mis en place en 2005 un système de contingents limitant les importations de vêtements chinois dans l'UE. Cette mesure était censée donner aux entreprises tunisiennes et marocaines le temps de réorganiser leur production, de réduire leurs coûts et de revoir leur stratégie de commercialisation.<sup>23</sup> Pourtant, avec la fin des contingents en 2007, les économies tunisiennes et marocaines se sont de nouveau retrouvées exposées à la concurrence chinoise. Deux mois après la levée des contingents, les exportations marocaines de textiles vers l'UE ont chuté de 22 %.<sup>24</sup> Les exportations chinoises continuent donc de faire concurrence aux produits d'Afrique du Nord sur les marchés de pays tiers et, de plus en plus, sur les marchés intérieurs, en occasionnant aux entreprises locales des pertes supplémentaires, aggravées par les pertes d'emploi.

Cependant, cette observation générale doit être nuancée compte tenu du rôle de la Chine en tant qu'investisseur dans la région. L'IDE de la Chine s'est intensifié ces dernières années – particulièrement en Algérie, en Libye et en Égypte – et a atteint 15 % de l'IDE total de la Chine en Afrique en 2007, contre 10 % en 2003.<sup>25</sup> Bien que ces investissements visent essentiellement les secteurs de l'énergie et de la construction en Afrique du Nord, une proportion restreinte mais croissante concerne le secteur manufacturier et les services. C'est le cas en particulier pour l'Égypte et l'Algérie, deux pays pauvres en ressources. Dans la section suivante, nous examinons les effets actuels et potentiels de l'expansion du portefeuille de l'IDE chinois en Afrique du Nord, notamment la manière dont ils pourraient contribuer à atténuer certains des problèmes inquiétants des économies de la région, tels que le chômage.

<sup>22</sup> Différents chiffres sont avancés. Voir OCDE, 2004. Maroc. [www.oecd.org/dataoecd/27/42/36798160.pdf](http://www.oecd.org/dataoecd/27/42/36798160.pdf); des articles de presse font état de 30 000 emplois perdus. (<http://www.nytimes.com/2005/09/26/style/26iht-rqa.html>); d'autres sources parlent de 20 000 emplois perdus.

<sup>23</sup> Voir Commission européenne. Règlement (CE) No 1402/2007 fixant des règles de gestion et de répartition à l'égard des contingents textiles établis pour 2008 par le règlement (CE) No 517/94 du Conseil.

<sup>24</sup> Mohamed Tazi, directeur de l'Association marocaine des industries du textile et habillement (AMITH), cité dans les médias. Voir par exemple: <http://www.executive-magazine.com/ge-tarticle.php?article=10602>.

<sup>25</sup> Castel, V. et al.. BRICs in North Africa: Changing the Name of the Game, In North Africa Quarterly Analytical, janvier 2011, p. 8.



## II. Afrique du Nord – le défi du chômage et le facteur chinois

Le problème persistant du chômage et du sous-emploi est une caractéristique constante des économies de l'Afrique du Nord. Il est particulièrement aigu chez les jeunes et la lutte contre ce phénomène fait partie des grandes priorités des gouvernements de la région. Le fait que, dans certains de ces pays, l'investissement chinois se soit déplacé des secteurs énergétiques et miniers vers la création d'usines de fabrication et d'assemblage dans des domaines aussi divers que le textile et l'automobile, pourrait être un signe encourageant. En outre, la décision de la Chine d'établir ses programmes phares de zones de coopération économique et commerciale (ZCEC) dans la région, qui est liée au double souci de satisfaire la demande intérieure croissante des pays d'accueil et de se servir de ces pays comme plateforme d'accès à d'autres marchés de consommation, témoigne de sa volonté de consolider durablement sa présence économique. Deux pays en particulier, l'Algérie et l'Égypte, ont été choisis par des entreprises chinoises qui s'y sont établies tant à l'intérieur des ZCEC créées dans ces pays qu'à l'extérieur de ces structures.

### 2.1 Analyse du problème du chômage et des marchés du travail dans les États d'Afrique du Nord

Bien que les taux de chômage aient diminué de façon régulière au cours de la décennie écoulée, les pays d'Afrique du Nord continuent de lutter contre le chômage, en particulier chez les jeunes. Avec un taux de chômage d'environ 25 % chez les jeunes, l'Afrique du Nord présente l'un des environnements les plus difficiles. Face à ce phénomène, certains gouvernements ont mis en place des programmes de création d'emplois et de formation, mais ils ne sont pas tous parvenus à infléchir les

taux de chômage. Dans l'ensemble, ceux-ci n'ont guère contribué à la réduction du chômage des jeunes dans cette région où les diplômés de l'enseignement supérieur se battent pour trouver un emploi convenable. À une extrémité du spectre se trouvent les pays comme la Tunisie, qui, avec une population relativement faible et un taux de natalité décroissant, auraient dû être mieux placés pour juguler le chômage en instaurant de solides cadres d'action et en mettant judicieusement à profit les relations avec l'UE – dont la négociation d'un accord commercial bilatéral avec l'Europe est un parfait exemple. Pourtant, à l'instar des autres pays de la région, les résultats de ces pays en matière de lutte contre le chômage n'ont pas été spectaculaires. À l'autre extrémité du spectre se trouve l'Égypte, pays le plus peuplé de la région avec un taux élevé de chômage des jeunes, qui, malgré de forts taux de croissance au cours de la décennie écoulée, n'a guère réussi à améliorer la situation.

C'est dans les pays les plus peuplés, à savoir l'Égypte, l'Algérie et le Maroc, que le chômage pose le plus de problèmes aux pouvoirs publics. Avec ses 80 millions d'habitants, l'Égypte a également la population la plus jeune de la région. Aux tendances démographiques s'ajoute la géographie du pays, vu que l'écrasante majorité de la population est confinée à l'étroite bande de terres arables le long du fleuve et du delta du Nil, ainsi que sur une partie de la côte méditerranéenne. Le chômage pose des défis considérables, plus de 35% des jeunes Égyptiens étant sans emploi (dont 72% ne parviennent pas, apparemment, à obtenir un «bon» emploi). L'Algérie, dont la population est de 34 millions d'habitants, se heurte aussi aux défis du chômage; en effet, selon le dernier rapport de la Banque

<sup>26</sup> Navtej Dhillon et al, *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution May 2009, p. 8.

<sup>27</sup> Navtej Dhillon et al, *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution May 2009, p. 8.

<sup>28</sup> UNDP, *Egypt Human Development Report 2010*, UNDP/Egypt Ministry of Planning, pp. 149-154; Also see Navtej Dhillon et al, *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution May 2009, pp. 8-11.

<sup>29</sup> Navtej Dhillon et al, *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution May 2009, p. 11.

<sup>30</sup> World Bank. *Country Brief: Algeria*. April 2011 <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/ALGERIAEXTN/0,,contentMDK:20188043~pagePK:141137~piPK:141127~theSitePK:312509,00.html>

mondiale, 21% des jeunes Algériens sont sans emploi . La situation est légèrement meilleure au Maroc, pays de 31 millions d'habitants dont le taux de croissance élevé, à plus 6%, a permis en 2007 de ramener le taux de chômage en dessous de 10% pour la première fois en 35 ans (bien que le taux de chômage des jeunes en zones urbaines reste voisin de 15 %).<sup>31</sup> Les résultats relativement meilleurs de l'économie marocaine est attribuable en partie à l'agriculture et la capacité du pays d'attirer des entreprises dans le secteur manufacturier.

Parmi les facteurs qui contribuent probablement au chômage, il y a le climat des affaires et l'état du marché du travail, qui varient d'un pays à l'autre de la région et qui freinent les investissements étrangers. La Tunisie occupe constamment la première place parmi les pays d'Afrique du Nord pour la facilité d'exercer une activité économique alors que l'Algérie est en bas de la liste.<sup>32</sup> Il est considérablement plus aisé pour les entreprises établies en Égypte que pour celles qui sont basées en Algérie de commercialiser leurs produits à l'étranger.<sup>33</sup> Pour ce qui est de la rigidité du marché du travail, la Tunisie est la moins rigide tandis que l'Égypte et l'Algérie se classent respectivement deuxième et troisième et le Maroc en dernière position.<sup>34</sup> Enfin, il convient de noter que l'émigration des travailleurs vers l'Europe joue un rôle important en Afrique du Nord, une bonne proportion de la population active occupant là-bas des emplois peu qualifiés et rapatriant régulièrement des fonds qui aident financièrement les familles restées dans les pays d'origine.

**Tableau 1 - Population Active**

Pays	Population Active (2009)
Algérie	14 478 825
Égypte	26 315 731,9
Libye	2 294 911,8
Maroc	11 793 737,5
Tunisie	3 789 601,4

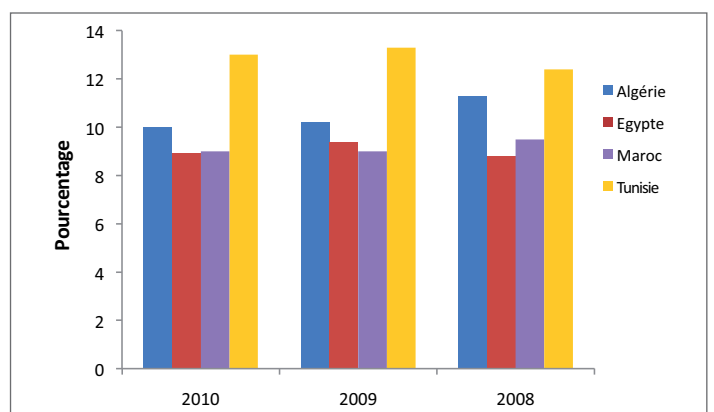
Source: Trading Economics

**Tableau 2 : Taux d'activité des jeunes, par région et par sexe, 2000, 2010 et 2015**

	Total (%)			Mommnes (%)			Femmes (%)		
	2000	2010	2015	2000	2010	2015	2000	2010	2015
Monde	53,8	50,9	50,2	62,5	58,9	58,2	44,7	42,4	41,6
Économies développées et Union européenne	53,1	50,2	50,2	55,9	52,6	52,5	50,3	47,7	47,9
Europe centrale et du Sud-Est (hors UE) et CEI	42,4	41,7	40,8	48,9	47,7	47,0	35,7	35,5	34,3
Asie de l'Est	67,2	59,2	56,9	65,8	57,0	57,0	68,7	68,7	59,2
Asie du Sud-Est et Pacifique	55,8	51,3	50,6	63,5	59,1	59,1	48,0	48,0	42,9
Asie du Sud	48,0	46,5	46,3	66,1	64,3	64,3	28,5	28,5	27,2
Amérique latine et Caraïbes	54,2	52,1	51,4	66,5	61,3	61,3	41,7	41,7	43,5
Moyen-Orient	36,9	36,3	34,7	52,6	50,3	50,3	20,2	20,2	20,5
Afrique du Nord	39,4	37,9	36,5	53,4	52,5	52,5	25,1	25,1	22,3
Afrique subsaharienne	57,8	57,5	57,4	64,1	62,7	62,7	51,4	51,4	52,7

Source: OIL, Estimations et projections de la population active, 5e édition, révision 2009.

**Figure 4 : Le chômage en Afrique du Nord – Baisse régulière dans certains pays (on ne dispose pas de chiffres récents pour la Libye)**



Source : Trading Economics<sup>35</sup>

<sup>31</sup> Navtej Dhillon et al., Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution, mai 2009, p. 9.

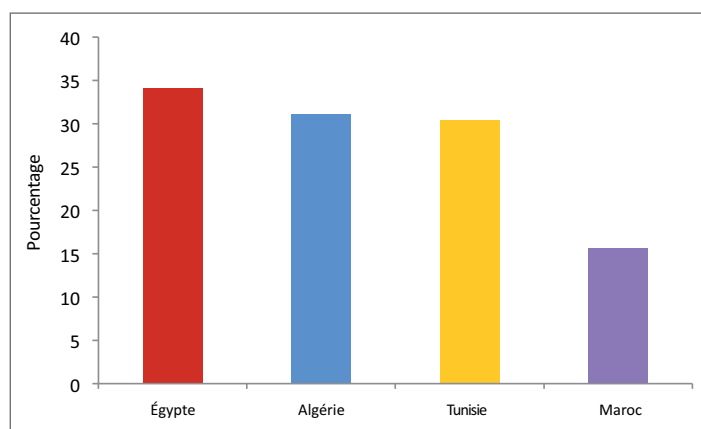
<sup>32</sup> Banque mondiale, Doing Business in the Arab World 2010 (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 2. À noter que la Mauritanie est incluse dans certains portraits de l'Afrique du Nord, auquel cas elle serait classée loin derrière l'Algérie dans la présente étude.

<sup>33</sup> Banque mondiale, Doing Business in the Arab World 2010 (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 33..

<sup>34</sup> Banque mondiale, Doing Business in the Arab World 2010 (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 18.



**Figure 5 : Le chômage des jeunes en Afrique du Nord (chiffres non disponibles pour la Libye) - Source: Trading Economics**



Source : Trading Economics<sup>35</sup>

## 2.2 L'IDE chinois en Algérie et en Égypte : études de cas comparatives

Pour évaluer les effets et le potentiel de l'IDE chinois en Afrique du Nord, nous avons choisi d'examiner plus en détail deux pays, l'Algérie et l'Égypte. Dans les deux cas, l'État chinois a encouragé l'investissement, d'abord dans le secteur énergétique et la construction. Puis cette présence été élargie à la mise en place dans les deux pays de zones de coopération économique et commerciale chinoises officielles, où les entreprises chinoises et locales ont installé des usines de fabrication et d'assemblage. L'implantation de la Chine dans les économies locales a entraîné la migration de Chinois vers ces pays.

En ce qui concerne les effets de l'IDE chinois, notamment dans les secteurs d'activité créateurs d'emplois à l'intérieur des ZCEC, on a vu que l'Algérie et l'Égypte étaient aux prises avec un grave problème de chômage. Les besoins en main d'œuvre des entreprises nouvellement établies ont ouvert de nouvelles possibilités d'emploi rémunéré pour les travailleurs locaux. Cela dit, comme le fait apparaître la comparaison ci-après, l'IDE chinois a eu des effets et des résultats contrastés.

### 2.2.1 Algérie – Chine

Comme pour nombre de pays africains, les relations entre la Chine et l'Algérie remontent à l'époque d'avant l'indépendance lorsque la nouvelle République populaire de Chine apportait un soutien diplomatique, économique et militaire au Front de Libération Nationale (FLN) dans sa lutte contre le colonialisme français. De fait, dès la conclusion des accords d'Évian, la Chine a été le premier pays non arabe à reconnaître l'Algérie indépendante en 1962.<sup>36</sup> Nonobstant ce début de bon augure, ce n'est qu'au début des années 2000 que les relations économiques et politiques entre les deux pays ont pris leur essor. Cette évolution a été favorisée par plusieurs facteurs internes à l'Algérie, dont le principal a été le nouveau climat de stabilité et de sécurité, qui a permis l'amorce d'un vaste programme économique pour reconstruire le pays et le remettre sur la voie de la croissance économique. La consolidation des liens économiques a été favorisée par la crise pétrolière de 2003 qui a permis à l'Algérie d'accumuler des pétrodollars, dont elle s'est servie pour lancer de grands projets nationaux d'infrastructure, tout en garantissant sa stabilité économique grâce au renforcement des réserves de change, estimées actuellement à 157 milliards de dollars EU<sup>37</sup>, ce qui classe l'Algérie parmi les 15 premiers pays au monde en termes de réserves. En outre, après une série de réformes en 2008-2009 visant à améliorer le climat de l'investissement, surtout dans le secteur de la construction, l'Algérie se classe au quatrième rang des pays d'Afrique du Nord pour ce critère, ce qui fait du pays une destination plus attrayante pour les investisseurs.<sup>38</sup>

L'Algérie a ainsi pu lancer une série de grands projets d'infrastructures essentiellement pour construire des logements sociaux (une question politique primordiale pour les gouvernements successifs en Algérie), étendre le réseau ferroviaire et engager le mégaprojet d'autoroute Est-Ouest, dont le coût est estimé à 11.2 milliards de dollars EU.<sup>39</sup> Outre quelques contrats d'exploration des ressources naturelles, un grand nombre de contrats de constructions d'infrastructures a été attribué à des entreprises chinoises. À la fin de 2002, l'Algérie avait signé avec

<sup>35</sup> Trading Economics data. Consultable à l'adresse : <http://www.tradingeconomics.com/World-Economy/Unemployment-Rates.aspx>.

<sup>36</sup> Dalila Nadi, Chinese State –Owned- Enterprises Engagement in Algeria, in Expert Meeting Report Chinese State-owned enterprises and Stability in Africa, Meeting Organised by IKV Pax Christi and Clingendael Clingendael Institute, 30 mai 2008.

<sup>37</sup> FMI, Le Conseil d'administration conclut les consultations au titre de l'article IV 2010 avec l'Algérie, 26 janvier 2011, <http://www.imf.org/external/np/sec/pn/2011/pn1110.htm>

<sup>38</sup> Banque mondiale, Doing Business in the Arab World 2010 (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 2; p. 6.

<sup>39</sup> Castel, V. et al.. BRICs in North Africa: Changing the Name of the Game, In North Africa Quarterly Analytical, Janvier 2011, pg 6.

la Chine 198 contrats d'une valeur contractuelle totale de 1,898 milliard de dollars EU, pour un chiffre d'affaires de 902,48 millions de dollars EU.<sup>40</sup> En 2007, la valeur des contrats signés entre des entreprises publiques chinoises et l'Algérie était la plus élevée en Afrique et la cinquième dans le monde, ce qui faisait de l'Algérie le plus important pourvoyeur de contrats à la Chine en Afrique.

Les premiers contrats signés en 2002 ont fait venir 5067 travailleurs chinois en Algérie. Au fil des ans, la communauté chinoise en Algérie s'est agrandie. On estime qu'il y a aujourd'hui entre 35 000 et 50 000 Chinois que travaillent et résident actuellement en Algérie.<sup>41</sup> L'Algérie est ainsi devenue le plus grand pays d'accueil de la communauté chinoise en Afrique du Nord et l'un des plus importants sur le continent. Bien qu'il soit difficile de trouver des données, les observations informelles indiquent que certains travailleurs chinois ont appris à parler l'arabe algérien. Le développement relativement récent d'un quartier chinois dans le vieux Alger témoigne de l'influence démographique de cette migration sur le pays.

Depuis 2002, les entreprises chinoises ont été adjudicataires d'un nombre croissant de contrats en Algérie. Après avoir investi d'abord le secteur du logement à faible coût, les entreprises d'État ont rapidement obtenu des contrats portant sur de grands projets d'infrastructure, notamment dans l'expansion du réseau ferroviaire et l'autoroute Est-Ouest, pour un montant évalué à environ 11.2 milliards de dollars EU (voir le tableau 1 pour un résumé des contrats concernant le réseau ferroviaire accordés récemment à des entreprises chinoises).<sup>42</sup>

En 2002, la Chine a aussi percé dans le secteur algérien des hydrocarbures lorsque la China National Petroleum Corporation (CNPC) a obtenu le contrat pour la transformation du gisement pétrolier algérien de Zarzaitime. Cela a été suivi en 2003 de deux coentreprises entre la CNPC et Sonatrach algérienne pour l'exploitation à risque du pétrole et du gaz

dans le bassin de Chlef (nord-ouest de l'Algérie).<sup>43</sup> La même année, la Chine a aussi construit la raffinerie d'Adrar (sud-ouest de l'Algérie), au titre d'un contrat d'une valeur totale de 350 millions de dollars EU.<sup>44</sup> L'Algérie a également accordé à China's National Offshore Oil Corporation (CNOOC) un permis d'exploration pour Hassi Bir Rekaiz (sud-ouest du pays).<sup>45</sup> Actuellement, 50 entreprises chinoises sont actives en Algérie et quelques 20 contrats de coopération ont été signés.<sup>46</sup> Depuis 2007, toutefois, la Chine a cherché à diversifier ses

**Tableau 2 : Contrats accordés à des entreprises chinoises pour l'expansion du réseau ferroviaire algérien (2007-2010)<sup>47</sup>**

Année	Projet	Entreprise chinoise	Valeur du contact en dollars EU	État d'avancement
2009	Ligne ferroviaire entre Tissemit et Boughzoul (ouest algérien)	China civil engineering Construction Corporation (CCECC)	553,8 millions	En cours
2009	Ligne ferroviaire de 151 km entre M'sila and Boughezoul (ouest algérien)	CCECC (coentreprise avec Infrarail-Algérie)	544,7 millions	En cours
2009	Ligne ferroviaire entre Tiaret et Saida (ouest algérien) (western Algeria)	CCECC	808,6 millions	En cours
2007	Provide GSM-R system to run the 220km line Tabia-Mechria	Huawei		En cours
2010	Double voie électrifiée de 170 km entre les villes de Bordj Bou Arréridj et de Thénia	CCECC (en coentreprise avec les sociétés canadienne Dessau et turque Ozgun Constructions)	38,8 millions	En cours
2010	Ligne ferroviaire Relizane-Tissemsilt	CCECC (en coentreprise avec Infrarail-Algérie)	1,2 milliard	Retiré par le gouvernement algérien (réattribué à l'espagnol FCC)

<sup>40</sup> Xu Weizhong, A review of Sino-Algerian Relations in Retrospect, china.org.cn. 26 février 2011. <http://www.china.org.cn/english/2004/Feb/85979.htm>.

<sup>41</sup> People's Daily Online, Al-Qaida threatens Chinese abroad, 15 juillet 2009 <http://english.people.com.cn/90001/90776/6700510.html>. Les chiffres officiels font toutefois état de 35 000 travailleurs (communauté expatriée non comprise). Xinhua news interview with Chinese Foreign Affairs Minister, 4 May 2011, <http://hr.china-embassy.org/eng/zxxx/t820232.htm>

<sup>42</sup> Castel, et al., The BRICs in North Africa: changing the Name of the Game, North Africa Quarterly Analytical, The African Development Bank, Janvier 2011 pg 8

<sup>43</sup> Xu Weizhong, A review of Sino-Algerian Relations in Retrospect, china.org.cn. 26 février 2011. <http://www.china.org.cn/english/2004/Feb/85979.htm>

<sup>44</sup> Chris Zambelis, China's inwards into North Africa: An assessment of Sino-Algerian Relations, In China Brief, Vol. X(1), 7 Janvier 2010 pg 11

<sup>45</sup> Chris Zambelis, China's inwards into North Africa: An assessment of Sino-Algerian Relations, In China Brief, Vol. X(1), 7 Janvier 2010 pg 11

<sup>46</sup> Déclarations du représentant de la chine en Algérie publiée dans la presse algérienne. Au Centre des études stratégiques du journal Echaab : Les investissements chinois en Algérie ont atteint 1 milliard de dollars. 18 Janvier 2011, <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/8105>

<sup>47</sup> Ces données ont été reconstituées à partir de communiqués de presse par des entreprises chinoises et des articles publiés dans les médias algériens. Source pour 2007: Huawei, Huawei Wins Algeria GSM-R contract, 16 mars 2007, <http://www.huawei.com/news/view.do?id=3365&cid=42>. Source pour 2009: World Railway, CCECC wins contracts in Algeria. [http://www.worldrailway.com.cn/MarketWeekly/file/english/230\\_en.htm](http://www.worldrailway.com.cn/MarketWeekly/file/english/230_en.htm), El Watan, Transport ferroviaire : 146 milliards de dinars de contrats pour le CCECC, 21 juillet 2009, <http://www.djazair.com/fr/elwatan/132417>. Source pour 2010: Le Financier, Réalisation de la ligne ferroviaire Relizane-Tissemsilt : Les chinois s'en vont, le groupe Haddad et le FCC arrivent, 2 May 2010, <http://www.djazair.com/fr/lefinancier/6196>.

investissements en Algérie. L'un des principaux secteurs intéressant les investisseurs chinois est celui de l'automobile. Au plan commercial, les voitures chinoises ont connu un succès remarquable auprès des consommateurs algériens en raison de trois facteurs : leur faible coût, une forte demande de consommation dans le pays et facilités et l'assouplissement de la réglementation régissant les prêts à la consommation. L'entreprise chinoise Giant Motor Company (GMC), concessionnaire des véhicules fabriqués par Zotye et Zongshen, a enregistré un grand succès avec son véhicule 4 X 4 Nomad dont elle a épuisé son stock de 300 unités rien qu'en janvier 2007.<sup>48</sup> Selon la presse, l'Algérie (avec l'Égypte) a fait partie des 10 premiers pays importateurs de voitures chinoises en 2007.<sup>49</sup>

Pendant la période au cours de laquelle les voitures chinoises faisaient l'objet d'une forte demande de la part de la classe moyenne algérienne, les Chinois ont considéré qu'il existait un marché potentiel et ont donc cherché à importer leur secteur de construction automobile en Algérie. C'est ainsi qu'en 2008 la Chine et l'Algérie ont conclu un accord prévoyant la création d'une deuxième zone économique spéciale chinoise en Afrique du Nord, la zone de coopération économique et commerciale de Jiangling, sise à Mostaganem (ouest de l'Algérie) spécialisée dans le montage des voitures. Les parties à l'accord sont les entreprises chinoises Jiangling Motors Corporation et Jiangxi Coal Corporation Group et leur partenaire algérien, le Groupe Mazouz. On s'attend à ce que la Zone de Jiangling produise 50 000 unités sur cinq ans. L'accord a été salué par l'Algérie, soucieuse de relancer son secteur automobile, qui s'est effondré dans les années 1990.

Des contrats similaires ont été signés à la même période. Un accord de 100 millions de dollars EU a notamment été signé entre l'entreprise chinoise Xi Shaan et algérienne GM Trade pour le lancement d'une usine de montage automobile à Sétif (est algérien). L'usine, qui devait commencer ses activités en 2009, produirait 11 000 unités de différents modèles de véhicules et

créerait 4000 emplois. L'entreprise algérienne Fandi Motors et Shaan Xi ont aussi signé un contrat pour le montage de deux modèles de voitures de Shaan Xi. L'usine, qui devait être située à Borj Bouarreridj, emploierait 1200 Algériens.<sup>50</sup> Fandi Motors a également signé un accord avec l'entreprise chinoise Jiangxi Changhe Automobile pour le montage de deux modèles de minibus de ce groupe chinois.

Moins d'un an plus tard, l'application de ces accords a été suspendue. Fandi Motors et Shaan Xi avaient terminé 80% de la construction de l'usine lorsque le ministre algérien de l'Industrie a annoncé en janvier 2009 que l'Algérie préférerait attirer des entreprises pour construire, et pas seulement monter, des voitures en Algérie ; par conséquent tous les accords d'assemblage de véhicules seraient désormais suspendus.<sup>51</sup> On s'est beaucoup interrogé sur les raisons de décision. Certains ont soutenu que la loi de finances rectificative pour 2009 avait influencé la volte-face à 180 degrés du gouvernement algérien. Aux termes de la nouvelle loi, les investisseurs étrangers doivent s'associer avec des entreprises algériennes pour se lancer dans n'importe quelle activité, quel que soit le secteur concerné, et des participations importantes (un minimum de 51% des actions) doivent être réservées aux entreprises algériennes.<sup>52</sup>

D'autres observateurs ont avancé que cette décision avait été influencée par les négociations en cours entre le gouvernement algérien et le constructeur automobile français Renault, pour la création d'une usine de montage de voitures Renault en Algérie.<sup>53</sup> Renault craignait d'avoir à affronter une rude concurrence de la part des constructeurs automobiles chinois si ceux-ci devaient aussi produire des véhicules en Algérie (Renault a finalement retiré son offre et a ouvert une usine au Maroc). Des interviews ultérieurs avec le Groupe Mazouz ont aussi fait état d'une certaine préoccupation quant à la qualité des produits chinois, étant donné que les consommateurs algériens sont très exigeants et sont attirés par tout ce qui est produit en Occident.<sup>54</sup> En

<sup>48</sup> algerie-dz, La voiture chinoise séduit en Algérie, 30 mars 2007 <http://www.lesvoitureschinoises.com/2007033058/voitures-chinoises/La-voiture-chinoise-seduit-en-Algerie.html>

<sup>49</sup> algerie-dz, L'Algérie séduite par les voitures chinoises, 12 juin 2007. <http://www.algerie-dz.com/article10017.html>

<http://www.lesvoitureschinoises.com/2007033058/voitures-chinoises/La-voiture-chinoise-seduit-en-Algerie.html>

<sup>50</sup> Le Quotidien d'Oran, Algérie : Une usine de voitures chinoise à Mostaganem, 7 décembre 2008. <http://www.bladi-dz.com/articles/2064/1/Algerie--Une-usine-de-voitures-chinoise-a-Mostaganem/Page1.html>

<sup>51</sup> Abdelhamid Temmar, Ministre algérien de l'industrie et de l'investissement cité dans le Jeune Independent, Un véhicule made in Algeria, sinon rien ! 29 janvier 2009, <http://www.presse-dz.com/revue-de-presse/version-imprimable/8752-un-vehicule-made-in-algeria-sinon-rien.html>

<sup>52</sup> KPMG, 2009. Mise à jour à la loi de finances complémentaire pour 2009, [www.algeria.kpmg.com](http://www.algeria.kpmg.com)

<sup>53</sup> Abdelhamid Temmar, idem

outre, on l'a vu, les entreprises chinoises et leurs partenaires algériens ont été impliqués dans des affaires de fraude, qui ont terni encore plus la réputation des entreprises chinoises.

Cette perception négative des entreprises chinoises de l'automobile a été amplifiée lorsque Charak Motors, le représentant local de l'entreprise chinoise Sifing, a été poursuivi pour fraude portant sur un montant de 2 millions de dollars EU. Selon la presse algérienne, cette affaire est encore devant les tribunaux, car une association de consommateurs algérienne qui a gagné le procès contre l'entreprise en 2008 n'a toujours pas reçu de dédommagement.<sup>55</sup> Dans d'autres domaines de coopération, la Chine a aussi été ébranlée par des scandales, notamment des affaires de corruption autour de l'autoroute Est-Ouest et, plus récemment, des accusations selon lesquelles CITIC et China Railway Construction Company (CRCC) auraient donné des chèques sans provision à au moins 15 filiales algériennes. Les entreprises chinoises retiendraient plus de 4,2 millions de dollars EU de salaires.<sup>56</sup>

En dépit de ces problèmes qui entachent les entreprises chinoises et leurs produits dans le secteur automobile, les discussions sur le lancement du secteur manufacturier chinois en Algérie ne se sont pas complètement arrêtées. Récemment, le Groupe Mazouz a annoncé qu'elle avait conclu un partenariat avec l'entreprise chinoise Higher pour le montage de minibus de cette marque en Algérie. Cette nouvelle initiative devait créer 1200 emplois.<sup>57</sup> En outre, les Chinois s'intéressent maintenant au secteur de l'électronique. En mai 2009, la China Great Wall Computer Shenzhen Co. a annoncé qu'elle allait ouvrir sa première usine de fabrication en Afrique en partenariat avec EEPAD Algérie. Il s'agit d'un projet de 4 millions de dollars EU dont 30% de l'investissement sont détenus par la holding chinoise, le reste étant apporté par la société algérienne locale. Les usines, qui devaient commencer la production de cartes SIM à la fin de 2010 mais se sont heurtées à quelques retards, seront

établies à Annaba (Est algérien), Blida et Rouiba (près de la capitale Alger) et prévoient d'embaucher 3000 personnes.<sup>58</sup>

## 2.2.2 Égypte – Chine

Les relations entre l'Égypte et la Chine, comme dans le cas de l'Algérie, ont connu des périodes où les liens politiques étaient étroits, mais elles ce n'est que récemment que les deux pays ont développé leurs intérêts commerciaux mutuels. Pékin a reconnu l'Égypte en 1956, quelques années après l'indépendance, et les relations politiques ont commencé à se réchauffer pendant l'ère Nasser. Cependant, l'existence depuis la fin des années 70 de relations politiques, économiques et militaires avec les États-Unis avait incité Pékin à considérer avec circonspection ses liens avec le Caire.<sup>59</sup> Ceux-ci se sont renforcés ces dernières années, la coopération sino-égyptienne dans la sphère économique menant à des liens politiques de plus en plus étroits. Ainsi, l'organisation par le gouvernement égyptien du quatrième Forum sur la coopération sino-africaine à Charm el-Cheikh en novembre 2009 illustre bien la volonté de l'Égypte d'approfondir ses relations avec la Chine et l'intérêt mutuel des deux pays à resserrer leurs liens à travers le processus du sommet sino-arabe.

Un long processus de restructuration économique, qui a commencé au début des années 80 et se poursuit à ce jour, a préparé le terrain à l'investissement chinois.<sup>60</sup> On notera en particulier la suppression des restrictions réglementaires à l'exercice d'une activité économique, qui a permis à l'Égypte de se classer deuxième pour ce critère après la Tunisie parmi les pays d'Afrique du Nord.<sup>61</sup> De 2006 à 2009, les réformes se sont accélérées, en réduisant notamment les délais de pré-approbation des constructions et en renforçant les structures juridiques prévues par le droit commercial.<sup>62</sup> Durant cette période, les relations économiques bilatérales sino-égyptiennes se sont développées peu à peu, à partir de 1994 avec la signature d'un nouvel accord d'investissement qui a créé les conditions d'une

<sup>55</sup> El Watan. Ahmed Mazouz. PDG du groupe Mazouz (industrie automobile). 11 décembre 2008. <http://www.setif.info/article2944.html>

<sup>56</sup> L'Expression. 288 personnes escroquées par Charak Motors. 7 février 2011. <http://www.lexpressiondz.com/article/2/2011-02-07/85843.html>

<sup>57</sup> Martin, M., 'The East-West Highway: A Tale of Chinese bribery and non-payments,' 22 décembre 2010 [http://www.majalla.com/en/international\\_investor/article217659.ece](http://www.majalla.com/en/international_investor/article217659.ece)

<sup>58</sup> Le Soir d'Algérie. Projet d'une usine de montage de bus en Algérie. 2 novembre 2010. <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2010/11/02/article.php?sid=108204&cid=2>

<sup>59</sup> Great Wall Computers. Great Wall Computer will cooperate with Algeria's company to manufacture internet surfing laptop. 27 mai 2009. <http://www.greatwall.com.cn/5a/groupE-NewsDetail.asp?id=309> and RouibaVille, Computer délocalise son usine en Algérie. 2 juin 2009. [http://rouibaville.blog4ever.com/blog/lire-article-42044-1305281-computer\\_delocalise\\_son\\_usine\\_en\\_algerie\\_.html](http://rouibaville.blog4ever.com/blog/lire-article-42044-1305281-computer_delocalise_son_usine_en_algerie_.html)

<sup>60</sup> 'Down the River Nile: China gains influence in Egypt', Jamestown Foundation Briefing 5:22 2005, [www.jamestown.org/single/?no\\_cache=1&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=31022](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31022),

<sup>61</sup> For an overview of the developments in the Egyptian economy, see Khalid Ikram, *The Egyptian Economy, 1952-2000* (London: Routledge 2006).

<sup>62</sup> Banque mondiale, *Doing Business in the Arab World 2010* (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 2.

<sup>63</sup> Banque mondiale, *Doing Business in the Arab World 2010* (Washington, DC: Banque mondiale 2010), p. 6.

montée en puissance de l'activité économique. Au cours de la décennie écoulée, les échanges commerciaux bilatéraux sont passés de 3 milliards de dollars EU en 2006 à 6,24 milliards en 2008, l'Égypte devant ainsi l'un des principaux partenaires commerciaux de la Chine sur le continent.<sup>63</sup> Cependant, selon le ministère chinois du commerce, l'investissement, qui était en hausse jusque-là, a chuté de 44 % pendant la crise économique mondiale, passant de 90 millions de dollars EU en 2009 à 50 millions de dollars EU en 2010.<sup>64</sup> Pour l'essentiel, les produits chinois importés en Égypte sont des machines et des produits électroniques, des produits chimiques et des textiles, tandis que l'Égypte exporte des produits pétroliers, de l'acier, du coton, des textiles et du marbre. En même temps, le gouvernement égyptien se préoccupe du déséquilibre croissant de sa balance commerciale et a effectué des visites à Pékin pour persuader les autorités chinoises d'ouvrir davantage leur marché intérieur aux produits égyptiens.<sup>65</sup> Pendant cette période, plus de 1100 entreprises chinoises se sont implantées dans le pays.<sup>66</sup> Le tourisme, l'un des piliers de l'économie égyptienne, est aussi en expansion, les Chinois ayant désigné le pays comme l'une de leurs destinations approuvées, mais cette évolution n'est pas aussi rapide que l'avaient espéré les Égyptiens. L'expansion de cette activité s'est accompagné par ailleurs d'une croissance de la communauté chinoise qui, selon un chercheur chinois, compterait environ 35 000 personnes.<sup>67</sup> Cependant, le soulèvement populaire qui a détrôné le dirigeant en place de longue date, Hosni Moubarak, au début de 2011 a entraîné une évacuation importante de ressortissants chinois d'Égypte, ce qui en a ramené le nombre à 20.000.

Avec 50 milliards de dollars EU investis dans 76 projets, l'IDE chinois avait commencé à avoir des effets perceptibles sur l'économie égyptienne dès 2002.<sup>68</sup> En 2005, la Banque Import-Export de Chine avait octroyé un prêt de 15,3 millions de dollars EU à l'Égypte pour remettre en état une usine

textile. En octobre 2006, CITIC a injecté 940 millions de dollars EU dans l'aluminium, en association avec Chalco, la plus grande entreprise chinoise d'extraction d'aluminium.<sup>69</sup> La Chinese Harbour Engineering Company a investi 220 millions de dollars EU dans le secteur maritime en 2008, après quoi, en 2010, Rongshen Holding et Sinochem ont investi 2 milliards de dollars EU dans le secteur pétrolier. C'est ainsi que, en 2011, l'investissement cumulatif chinois en Égypte atteignait 336 millions de dollars EU.<sup>70</sup>

Les relations sino-égyptiennes sont nettement marquées par le souci du Caire de bénéficier de transferts de technologies.<sup>71</sup> À titre d'exemple, la Chine fournit une assistance et un appui technologiques dans le secteur agricole depuis des décennies, et les deux gouvernements sont convenus, en novembre 2006, de construire une centrale nucléaire à al-Dabaa en vue d'améliorer l'approvisionnement du pays en énergie.<sup>72</sup> Ces relations se sont élargies à la coopération militaire, en vertu de laquelle la China National Aero-Technology Import and Export Company (CATIC) et l'avionneur égyptien fabriquent ensemble des simulateurs de vols K-8E.<sup>73</sup> En outre, le gouvernement égyptien s'efforce d'encourager des investissements technologiques dans la zone commerciale de Suez également (voir infra).

L'expansion des intérêts chinois dans le secteur manufacturier fait écho, dans une certaine mesure, à l'expérience algérienne. Les consommateurs de la classe moyenne égyptienne étant avides d'automobiles bon marché, les véhicules chinois sont devenus les produits d'importation privilégiés. Ainsi, l'Égypte comptait en 2007 parmi les 10 premiers importateurs de véhicules chinois dans le monde.<sup>74</sup> La Zone de coopération égyptienne de Suez est au cœur de cette nouvelle phase d'investissement chinois dans la région. L'accord, dont l'origine remonte apparemment à des discussions entre

<sup>63</sup> 'China, Egypt eye closer economic ties', China Daily, 27 septembre 2010, [www.chinadaily.com.cn/bizchina/2010-09/27/content\\_11352522.htm](http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2010-09/27/content_11352522.htm)

<sup>64</sup> Other figures reported in the Chinese press suggest it stood at US\$70 million: compare Egyptian Uncertainty Hits Commerce', China Daily, 18 May 2011, p. 14 with 'China offers \$9 million aid to Egypt', China Daily, 22 May 2011, [www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content\\_12370217.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content_12370217.htm)

<sup>65</sup> 'China pledges to ease trade imbalance with Egypt', press release by Chinese Embassy in Cairo, 10 juin 2004; [www.chineseembassy.org/eng/zaigx/jmwl/t163348.htm](http://www.chineseembassy.org/eng/zaigx/jmwl/t163348.htm).

<sup>66</sup> 'China offers \$9 million aid to Egypt', China Daily, 22 May 2011, [www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content\\_12370217.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content_12370217.htm)

<sup>67</sup> Interview with Chinese scholar, Johannesburg, avril 2011.

<sup>68</sup> Economic Counsellor's Office, Chinese Embassy in Egypt, 'Cooperation between Egypt and China in brief', 17 novembre 2004, [www.eg2.mofcom.gov.cn/aarticle/bilateralcooperation/inbrief/200411/20041100001446.html](http://www.eg2.mofcom.gov.cn/aarticle/bilateralcooperation/inbrief/200411/20041100001446.html)

<sup>69</sup> Heritage Foundation, 'China Global Investment Tracker 2010', Washington DC 2011.

<sup>70</sup> 'China offers \$9 million aid to Egypt', China Daily, 22 May 2011, [www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content\\_12370217.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2011-04/21/content_12370217.htm)

<sup>71</sup> 'Wen Jiabao hlds talks with Egyptian Prime Minister Nazeef', Chinese Foreign Ministry, 18 juin 2006; [www.fmprc.gov.cn/3ng/zxxx/5258798.htm](http://www.fmprc.gov.cn/3ng/zxxx/5258798.htm)

<sup>72</sup> 'China-Egypt nuclear energy deal', news.bbc.co.uk/1/hi/world/middle\_east/6128438.stm

<sup>73</sup> 'Down the River Nile: China gains influence in Egypt', Jamestown Foundation Briefing 5:22 2005, [www.jamestown.org/single/?no\\_cache=1&tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=31022](http://www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=31022),

<sup>74</sup> 'algerie-dz. L'Algérie séduite par les voitures chinoises. 12 juin 2007. <http://www.algerie-dz.com/article10017.html>



dirigeants chinois et égyptiens à la fin des années 90, a pris plusieurs années avant d'arriver à la phase de l'appel d'offres.<sup>75</sup>

Frustrées par les obstacles qui empêchaient d'axer la croissance sur les exportations, tels que les coûts de transaction élevés, les problèmes de communication entre les Chinois et les autochtones et l'isolement relatif du site choisi, les autorités égyptiennes ont lancé une nouvelle initiative en 2000 avec les promoteurs chinois du projet afin de créer une zone pour les PME dénommée Zone de coopération égyptienne de Suez. Au moment de son lancement officiel en 2009, cette zone comprenait un centre de services intégrés offrant des logements pour les travailleurs et avait attiré 18 nouvelles entreprises chinoises opérant dans les domaines des services au secteur pétrolier, des textiles et de l'habillement, des produits en acier et des meubles, avec un apport total en capital 180 millions de dollars EU.<sup>76</sup> La Zone de développement économique et technologique Tianjin (TEDA), association à un partenaire égyptien, détient 49 % de l'entreprise avec un investissement de 1,5 milliard de dollars EU.<sup>77</sup> Cette zone commerciale soutenue par la Chine diffère des autres en ce qu'elle bénéficie non seulement des privilèges habituels d'exonération fiscale que le gouvernement égyptien accorde aux autres zones commerciales et industrielles du pays (y compris le droit de qualifier leurs produits d'«égyptiens» afin d'exploiter les accords d'échanges préférentiels avec l'Europe et les États-Unis), mais aussi de mesures d'incitation mises en place par le gouvernement chinois pour encourager les entreprises à y investir. Il s'agit pour les promoteurs chinois et égyptiens associés de promouvoir l'Égypte – en faisant de TEDA un projet-phare – à la fois comme lieu d'implantation du siège des entreprises chinoises et comme point d'entrée des entreprises chinoises en Afrique et au Moyen-Orient.

Du point de vue égyptien, comme l'avait indiqué le ministre du commerce et de l'investissement en 2009, l'objectif principal a été d'encourager l'investissement chinois dans des secteurs tels que les TIC, les énergies renouvelables et une série de coentreprises produisant des isolants, des transformateurs et des automobiles.<sup>78</sup> De fait, alors que les véhicules Brilliance Junbei sont produits par une entreprise égypto-allemande appelée Bavarian Auto Group dans une autre zone proche du Caire, de nouveaux investisseurs, Chery Automobile et BYD Automobile, ont ouvert des usines de montage dans la zone TEDA en 2010.<sup>79</sup> Cette évolution s'inscrit dans une tendance plus générale de l'investissement chinois en Égypte, puisque la Zone de coopération égyptienne de Suez accaparerait plus de 90 % des nouveaux IDE.<sup>80</sup> En outre, en maintenant son exigence que seul un employé sur dix soit étranger, le gouvernement égyptien a pu engranger des gains sensibles et manifestes en termes d'emplois locaux.

En même temps, pour les investisseurs chinois — voire pour tous les investisseurs—, la chute de Mubarak, qui, selon le FMI, a entraîné un repli de 7 % de la croissance économique de l'Égypte entre janvier et mars 2011, a surtout eu pour effet d'inciter les entrepreneurs à l'attentisme.<sup>81</sup> À court terme, cela pourrait remettre en question l'attitude de plus en plus positive des entrepreneurs chinois à l'égard de l'Égypte, malgré la décision prise par Pékin fin mai 2011 d'offrir 9,2 millions de dollars EU de prêts par le biais de la China Development Bank — dont 1 million de dollars EU pour financer l'évacuation des travailleurs égyptiens pris dans la guerre civile en Libye — pour renforcer les projets existants et encourager les entreprises locales à commercer avec la Chine.<sup>82</sup>

<sup>75</sup> Pour un traitement complet de ce sujet, voir Deborah Brautigam et Tang Xiaoyang, 'Africa's Shenzhen: China's Special Economic Zones in Africa', *Journal of Modern African Studies* 49:1, 2011. Sauf indication contraire, les informations sur cette zone économique spéciale sont tirées de cet article.

<sup>76</sup> Avec diverses contraintes en matière d'approvisionnement. Khalid Ikram, *The Egyptian Economy, 1952-2000* (London: Routledge 2006), pp. 284-292; Voir aussi Chinese Academy of International Trade and Economic Cooperation, *China-Africa Trade and Economic Relationship: Annual Report 2010*, p. 13-14.

<sup>77</sup> *Financial Times*, 15 mai 2010.<sup>78</sup> 'Egyptian Uncertainty Hits Commerce', *China Daily*, 18 May 2011, p. 14.

<sup>79</sup> 'Egypt and China Partnership for African Growth', *China-Africa* www...

<sup>80</sup> 'China, Egypt eye closer economic ties', *China Daily*, 27 septembre 2010, [www.chinadaily.com.cn/bizchina/2010-09/27/content\\_11352522.htm](http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2010-09/27/content_11352522.htm); [www.bag-e.com/BAMCProfile.aspx](http://www.bag-e.com/BAMCProfile.aspx)

<sup>81</sup> 'Egyptian Uncertainty Hits Commerce', *China Daily*, 18 mai 2011, p. 14.

<sup>82</sup> 'Egyptian Uncertainty Hits Commerce', *China Daily*, 18 mai 2011, p. 14.

<sup>83</sup> Il n'est cependant pas précisé si ce million de dollars EU faisait partie du prêt.



### III. Évaluation comparative de l'impact réel et potentiel de l'IDE chinois sur la création d'emplois

D'après une étude de la Banque mondiale, il existe d'importantes possibilités d'exportation pour la Chine qui ne sont pas suffisamment exploitées par les économies nord-africaines abondamment dotées de main-d'œuvre.<sup>83</sup> On l'a vu, certaines de ces synergies commencent à être reconnues et utilisées par les gouvernements et les entreprises chinois et nord-africains. Cependant, par rapport à ce qu'on aurait pu attendre du jumelage des deux régions, ces synergies ne sont pas aussi efficaces pour apporter un remède au fléau du chômage structurel en Afrique du Nord. Cela dit, l'examen des relations entre la Chine et l'Afrique du Nord permet de mettre d'ores et déjà en évidence une évolution positive de l'IDE chinois et de la création d'emploi qui en découle.

#### 3.1 La contribution potentielle de l'investissement chinois à la lutte contre le chômage en Algérie et en Égypte

La corrélation entre l'investissement étranger, la création d'emplois et le transfert de technologies en Algérie n'a jamais occupé une place aussi centrale dans le discours politique algérien que ces trois ou quatre dernières années. Les lois de finance successives<sup>84</sup> et le code des investissements encouragent de plus en plus les investisseurs à se concentrer sur la création d'emplois en leur accordant plus d'avantages fiscaux et douaniers.<sup>85</sup> En même temps, la loi impose désormais aux investisseurs des contraintes plus strictes en matière de formation et de transferts de compétences. Certains diront que de telles exigences sont préjudiciables à la promotion des IDE en Algérie. Avec la crise actuelle qui touche l'ensemble du monde arabe, le gouvernement algérien a durci ses exigences à l'égard des entreprises étrangères.<sup>86</sup> Le débat qui a lieu actuellement en Algérie au sujet d'un nouveau code

des investissements dans le secteur des hydrocarbures et la place prépondérante qui est accordée à la création d'emplois sont le résultat de la pression qui s'exerce sur le gouvernement pour qu'il donne la priorité à l'emploi des jeunes diplômés. Avec l'application de ces réformes, les entreprises chinoises peuvent s'attendre à devoir affronter la concurrence, compte tenu de leur modus operandi traditionnel qui consiste à importer leur main d'œuvre pour mener à bien les projets.

Néanmoins, il importe de noter que les entreprises chinoises, soucieuses de diversifier leurs secteurs d'investissement en Algérie et confrontées aux règles en matière de contenu local et aux autres contraintes de la réglementation algérienne en matière d'investissement, semblent être plus disposées à nouer des partenariats avec des entreprises locales (obligation faite depuis 2009 aux entreprises étrangères qui investissent en Algérie) et à créer des emplois locaux.<sup>87</sup> Bien que les entreprises chinoises aient fait venir leur main-d'œuvre de Chine pour travailler sur des projets d'infrastructure, elles ont néanmoins employé un certain nombre limité de travailleurs locaux, dans ce secteur surtout.<sup>88</sup> Il est aussi à noter que l'obligation de travailler en partenariat avec une entreprise algérienne, obligation légale, contribue également à la création indirecte d'emplois. Toutefois, cet optimisme doit être tempéré par le fait qu'on ne dispose pas de données concrètes sur le niveau hiérarchique des employés algériens dans les entreprises chinoises. Souvent, les Algériens sont employés sur des chantiers de construction comme main-d'œuvre locale peu coûteuse. Dans l'ensemble, il ne semble guère que les Algériens diplômés aient accès aux entreprises chinoises. L'attention constante que les médias accordent à la

<sup>83</sup> Banque mondiale, Strengthening MENA's Trade and Investments Links with China and India (Washington DC: IBRD septembre 2008), p 14.

<sup>84</sup> Lois de finance à partir de 2000.

<sup>85</sup> Voir par exemple le Code des investissements (mise à jour de la loi de finance complémentaire pour 2009), Gouvernement algérien.

<sup>86</sup> Le gouvernement algérien étudie actuellement un durcissement des politiques d'investissements, avec notamment l'obligation pour les investisseurs d'effectuer des transferts de technologies et d'employer la main-d'oeuvre locale. <http://www.algerie-news.com/economie/economie-algerie/tic-des-mesures-favorisant-la-creation-demploi-seront-soumises-au-gouvernement/>

<sup>87</sup> PNUD, Rapport National sur le développement humain – Algérie 2006 CNES/PNUD 2007, p 29.

<sup>88</sup> Les Algériens sont employés comme ouvriers dans la construction ou gardiens des chantiers de construction.

persistance des tensions entre les entreprises chinoises et les travailleurs et entrepreneurs algériens (salaires impayés, prestations non rémunérées) constitue un facteur aggravant.<sup>89</sup>

En même temps, la contribution actuelle des entreprises chinoises à la résorption du problème du chômage en Algérie a ses limites. Le pays compte un nombre élevé de chômeurs parmi les diplômés de l'enseignement supérieur.<sup>90</sup> Sur les 120 000 étudiants qui sortent chaque année diplômés des universités algériennes, 50 000 sont au chômage. Autrement dit, trois diplômés d'université sur quatre restent sans emploi pendant de longues périodes, d'où un taux de chômage de 23,3 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur.<sup>91</sup> En fait, le chômage est plus prononcé chez ces derniers que parmi les travailleurs les moins instruits. Le taux de chômage chez les personnes n'ayant pas fait d'études supérieures s'élevait à 7,3 %, contre 21,4 % chez les diplômés de l'enseignement supérieur à la fin de 2010 (11,1 % chez les hommes diplômés et 33,6% chez les femmes diplômées).<sup>92</sup> Selon la Banque mondiale, le niveau élevé de chômage chez les diplômés de l'enseignement supérieur est aussi lié au décalage entre les compétences qu'ils ont acquises à l'université et les besoins du marché du travail. Les employeurs doivent donc former les nouvelles recrues, comme l'impose d'ailleurs le code des investissements aux entreprises étrangères.<sup>93</sup>

Comme le montrent les données indiquées ci-dessus, la nature des emplois dont l'Algérie a besoin pour abaisser son taux de chômage aujourd'hui élevé suppose un investissement dans l'acquisition de savoir et le développement des compétences. Pourtant, les Chinois se sont contentés jusqu'à présent d'exécuter les contrats, en n'investissant que très peu, surtout dans les secteurs nécessitant un haut niveau de savoir. Il en résulte une valeur ajoutée négligeable en termes de création d'emplois requérant un haut niveau de savoir, qui sont pourtant si nécessaires pour juguler le chômage des jeunes diplômés

de l'enseignement supérieur, de plus en plus nombreux en Algérie. Les emplois créés s'adressent donc en général à des personnes dont le niveau d'éducation est moindre, notamment aux travailleurs masculins employés sur les chantiers ou comme agents de sécurité. Par conséquent, d'un point de vue statistique, la présence chinoise en Algérie bénéficie surtout aux groupes de travailleurs qui souffrent le moins du chômage. De plus, ces travailleurs reçoivent souvent le salaire minimum, qui est d'environ 12 000 DA par mois (environ 117 euros) alors que, selon certaines sources informelles, les travailleurs chinois reçoivent environ 48 000 DA. On peut donc aussi considérer que la contribution de la présence chinoise est aussi limitée.<sup>94</sup>

De l'avis général, l'échec des négociations sur l'ouverture d'usines de montage d'automobiles — qui concerne aussi des constructeurs automobiles européens — est dû à la rigidité des politiques publiques, qui découragent la création d'emplois. Ces usines peuvent contribuer à la création d'emplois, surtout dans les grandes agglomérations et au sein de la population active relativement moins instruite, mais elles ne pourront guère aider à résorber le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur dans la mesure où la main d'œuvre locale est recrutée strictement pour faire fonctionner des machines, et non pour mettre à profit les transferts de savoir et de compétences.

Autrement dit, le travail dans les usines à forte intensité de main-d'œuvre sera peu utile à l'Algérie dans la lutte contre cet aspect de la crise du chômage. Cela tient en partie au niveau relativement bas des salaires offerts pour ce type de travail, qui inférieur aux attentes de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur. En outre, le non-respect par les Chinois de la réglementation algérienne du travail (notamment en matière de salaire, comme on l'a vu ci-dessus) conforte le point de vue, chez certains Algériens, que la Chine n'est peut-être pas la solution qu'ils recherchent pour lutter contre le chômage en Algérie.

<sup>89</sup> Selon des articles de presse de mars 2011, 400 travailleurs algériens sur un chantier de construction chinois de l'autoroute East-Ouest ont protesté pour réclamer leurs salaires qu'ils n'ont pas perçus depuis plus de cinq mois (<http://www.djazairress.com/fr/lemidi/1103120107>). Les travailleurs du barrage d'Al Maouane se sont également mis en grève en mai 2011 pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail (<http://www.setif.info/article5439.html>). Des sous-traitants algériens d'entreprises chinoises ont également protesté et exigé que la CITIC-CRCC de Chine leur paye les millions dus pour des prestations qu'ils ont assurés (<http://communismeouvrier.wordpress.com/2011/03/06/protestations-des-ouvriers-de-citic-crcc-a-boumerdes/>).

<sup>90</sup> FMI. Algeria Should Reduce Reliance on Oil, Create More Jobs, Says IMF. 26 Janvier 2011. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2011/int012611a.htm>

<sup>91</sup> Office Nationale des Statistiques (Algérie), 2011, Activité, emploi et chômage au 4e trimestre 2010.

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> Une taxe amende pouvant atteindre 2 % ou l'équivalent en salaires annuels payés par les entreprises sera imposée à toute entreprise qui ne fournit pas de formation ou de stage, selon la Loi de finance 2007; voir <http://www.algeria.kpmg.com/fr/Documents/loidefinance07fr.pdf>.

<sup>94</sup> Il en est résulté, au cours de 2011, plusieurs émeutes à travers le pays par les travailleurs algériens réclamant une augmentation de leurs salaires.

En Égypte, l'investissement chinois a joué un rôle similaire. L'expérience positive des entreprises chinoises dans la Zone de coopération de Suez a débouché sur des projets d'expansion de la zone et a encouragé simultanément les PME créatrices d'emplois à s'implanter en Égypte. Avec un climat d'affaires qui est plus propice à l'IDE qu'en Algérie, y compris la possibilité d'obtenir un meilleur accès aux marchés des pays tiers, le rythme d'activité et l'expérience des entreprises chinoises opérant en Égypte ont suscité davantage d'intérêt et d'investissement. Dans le cas particulier de la zone économique de Suez, les préoccupations égyptienne en matière de développement ont figuré en bonne place tout au long des négociations menées par le gouvernement depuis la phase de la formulation de l'idée jusqu'à sa réalisation en 2009.

Par ailleurs, les retombées négative des scandales impliquant des entreprises chinoises de construction en Algérie ont été jusqu'à présent évitées dans le cas égyptien. Cependant, comme en Algérie, les avantages immédiats en matière de chômage des jeunes concernent avant tout les travailleurs les moins qualifiés. Étant donné que les Égyptiens diplômés de l'enseignement supérieur sont les plus susceptibles de subir de longues périodes de chômage, ils restent largement en marge des initiatives de création d'emplois mises en œuvre en Algérie.<sup>95</sup> Veiller à ce que les Égyptiens possédant des compétences managériales bénéficient de l'IDE chinois devrait être une priorité au même titre que les initiatives visant à encourager les entreprises chinoises à délocaliser leurs activités en Égypte.

<sup>95</sup> Navtej Dhillon et al., *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution, mai 2009, p. 8-11.

## IV. Mesures recommandées

En nous fondant sur les éléments mis en lumière par cet examen préliminaire, nous proposons les recommandations suivantes :

- Il convient de continuer à encourager l'investissement chinois dans le secteur manufacturier et celui des services en Afrique du Nord, afin de promouvoir la diversification économique voulue par les pays de cette région. Des complémentarités potentielles existent déjà, comme le montrent les exemples présentés dans la présente étude. Mais il convient de réduire encore les obstacles à l'investissement pour assurer de nouvelles réussites, comme celle de la Zone de coopération de Suez en Égypte.
- Les gouvernements nord-africains doivent veiller à ce que la création d'emplois reste un critère pour les investissements chinois (et les autres sources extérieures de financement) dans la région. Il convient d'insister davantage sur l'intégration des compétences managériales locales dans les coentreprises entre entreprises chinoises et nord-africaines, en tenant compte en particulier des caractéristiques de la main-d'œuvre disponible dans le pays. Les petites et moyennes entreprises chinoises génératrices d'emplois jouent un rôle de plus en plus visible en tant qu'investisseurs en Égypte (et dans une moindre mesure en Algérie) et cette tendance devrait être encouragée.
- Explorer les moyens de réduire le déficit commercial avec la Chine et tirer parti des nouvelles possibilités que peut offrir le marché chinois (comme l'a fait par exemple la Tunisie en exportant des engrais vers la Chine et en lançant l'entreprise SACF LTD — qui est actuellement l'un des principaux fournisseurs d'engrais de la Chine).<sup>96</sup>
- Accorder une plus grande attention à la formation technique et professionnelle dans les systèmes éducatifs

de l'Afrique du Nord. Une préparation plus ciblée permettrait de faire en sorte que les compétences demandées dans les domaines de la gestion et de l'ingénierie soient disponibles pour les entreprises chinoises (et autres) qui s'installent dans la région. La mise en relation des établissements d'enseignement de l'Afrique du Nord et des programmes éducatifs chinois pourrait être un moyen de prendre en compte, dès la phase initiale, la composante «culturelle» de l'intégration.

- Il existe un besoin criant de données plus empiriques sur le sujet. Actuellement, aucune étude exhaustive n'a été menée sur les entreprises chinoises dans les économies nord-africaines, ni un décompte détaillé des emplois créés. Un sondage indépendant effectué auprès des entreprises chinoises en Algérie et en Égypte, par le biais de partenariats entre les offices nationaux des statistiques commerciales et les instituts économiques, pourrait aider à mieux comprendre le point de vue de ces entreprises en ce qui concerne les facteurs qui les incitent à investir et ceux qui les en dissuadent. Ce sondage devrait être complété par une enquête auprès des responsables politiques algériens et égyptiens et des hommes d'affaires locaux, afin d'évaluer leur expérience des coentreprises avec les entrepreneurs chinois.

Plus généralement, il convient de revoir l'attitude adoptée à l'égard de la Chine, qui, pour beaucoup de gouvernements de la région, est encore une attitude défensive. Les décideurs de l'Afrique du Nord ne devraient pas considérer que la Chine est forcément une menace, mais voir plutôt dans ce pays une possibilité de rehausser leur compétitivité sur les marchés tiers ; ils doivent trouver une solution intelligente pour tirer profit au maximum, par exemple, de l'ouverture d'usines en Afrique du Nord par des investisseurs chinois. De même, les pays nord-africains peuvent vanter auprès des Chinois leur statut d'économies en transition, qui constituent des maillons des chaînes mondiales de production et d'approvisionnement,

<sup>96</sup> <http://www.sacf.com/autoweb/autoweb/Eindex.jsp>.

situés au carrefour géographique et économique des divers marchés.

Tout cela devrait susciter une réflexion sérieuse sur ce vieux marronnier qu'est l'intégration régionale. Les pays nord-africains ont potentiellement les moyens d'accroître leur compétitivité en tant que région de manière à mieux exploiter les flux d'investissements directs étrangers, y compris les investissements chinois. Ainsi, les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est sont en train de se servir des projets d'infrastructure financés par les Chinois pour améliorer

l'ensemble des infrastructures régionales. Le raccordement des réseaux routiers nationaux pour former un réseau de transport régional plus vaste et interconnecté faciliterait les échanges commerciaux s'il était accompagné d'un véritable effort pour améliorer le cadre de la politique régionale dans le sens d'une intégration plus poussée. La réduction des obstacles intra-régionaux au commerce permettrait aux avantages que procurent à chaque pays les investissements chinois, y compris la multiplication des possibilités pour le marché de consommation régional, d'être étendus à l'ensemble de l'Afrique du Nord.

## V. Conclusion

Il est indéniable que l'expansion de la présence commerciale de la Chine en Afrique du Nord a provoqué une restructuration douloureuse de certains secteurs d'activité parmi les plus vulnérables et générateurs d'emplois de la région. Mais il est tout aussi vrai que, dans des pays comme l'Algérie, les Chinois ont construit les infrastructures dont le pays avait tant besoin et injecté de nouveaux investissements dans les secteurs de la production manufacturière et des services. Cette évolution est encore plus prononcée en Égypte, où la création réussie d'une zone commerciale et industrielle a suscité l'implantation de PME chinoises de plus en plus nombreuses dans l'économie. Malgré certaines difficultés, les résultats en termes d'emplois sont considérables et les gouvernements des pays hôtes soucieux d'atténuer la pression du chômage devraient en tenir compte.

Par ailleurs, les gouvernements d'Afrique du Nord doivent veiller à ce que leurs objectifs de développement, par exemple

en matière de création d'emplois et de transfert de technologie, figurent en bonne place dans tout accord conclu avec la Chine (et les autres investisseurs internationaux). À cet égard, les négociations de longue haleine entre le gouvernement égyptien et la Chine, par exemple, semblent avoir amené la partie chinoise à faire suffisamment de concessions pour satisfaire les exigences des deux côtés. Ainsi, même après l'incertitude du premier semestre de 2011, le directeur général de la China-Africa TEDA Investment Company, M. Liu Aimin, a fait montre d'optimisme en déclarant : «Lorsque le nouveau gouvernement (égyptien) entrera en fonction, le climat de l'investissement sera plus transparent et normalisé, de sorte que les investissements chinois reprendront et se développeront».<sup>97</sup> Mais il incombe aux pays de l'Afrique du Nord de réévaluer la contribution future de la Chine et de voir comment elle peut les aider à atteindre leurs objectifs économiques et sociaux.

<sup>97</sup> 'Egyptian Uncertainty Hits Commerce', China Daily, 18 mai 2011, p. 14.



## Bibliographie sélective

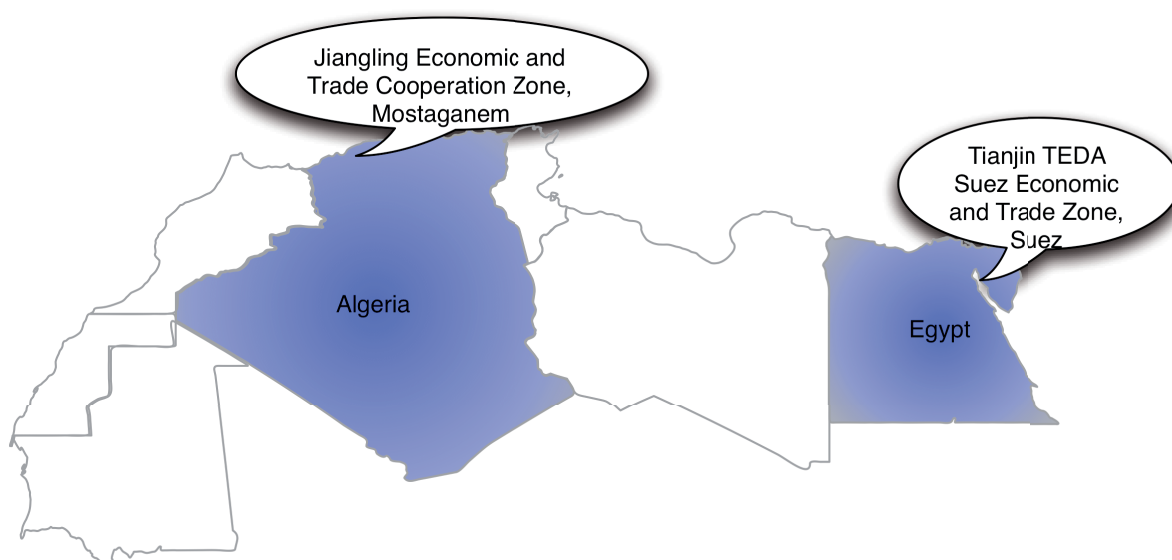
- Brautigam, Deborah and Tang Xiaoyang, 'Africa's Shenzhen: China's Special Economic Zones in Africa', *Journal of Modern African Studies* 49:1, 2011.
- Castel, V. et al. 'BRICs in North Africa: Changing the Name of the Game', *North Africa Quarterly Analytical*, January 2011.
- Navtej Dhillon et al, *Missed by the Boom, Hurt by the Bust: making markets work for young people the Middle East*, Washington DC: Dubai School of Management/Wolfenson Centre for Development, Brookings Institution May 2009.
- Nasr, Sahar, 'Access to Finance and Economic Growth in Egypt', Washington, DC: The World Bank, 2007.
- Handy, H et al, 'Egypt: beyond stabilization, toward a dynamic market economy', *Occasional Paper 163*, Washington, DC 1998.
- Ikram, Khalid, *The Egyptian Economy, 1952-2000* London: Routledge 2006.
- UNDP, *Rapport Nationale sur le developpement humain – Algeria 2006* CNES/UNDP 2007.
- World Bank, 'Arab Republic of Egypt: an agricultural strategy for the 1990s', Washington, DC 1993.
- World Bank, *Strengthening MENA's Trade and Investments Links with China and India* (Washington DC: IBRD September 2008).
- World Bank, *Doing Business in the Arab World 2010* (Washington, DC: The World Bank 2010).



## Annexe 1

Pays	Année	Investisseur	Valeur (millions de dollars)	Secteur	Sous-secteur
Égypte	2010	Rongsheng Holding and Sinochem	\$2,000	Énergie	Pétrole
Libye	2009	CNPC	\$460	Énergie	Pétrole
Libye	2009	China Railway Construction	\$810	Transports	Ferroviaire
Égypte	2008	China Harbor Engineering	\$220	Transports	Maritime
Libye	2008	China Railway Construction	\$2,600	Transports	Ferroviaire
Algérie	2006	CITIC and China Railways Construction	\$6,200	Transports	Autos
Égypte	2006	CITIC and Chalco	\$940	Métaux	Aluminium
Algérie	2005	CNPC	\$390	Énergie	Pétrole

### Zones économiques spéciales chinoises en Afrique du Nord



Pays	Investissement total	Superficie	Début de la planification	État d'avancement	Promoteurs chinois	Secteur d'activité
Algeria (Jiangling Special Economic Zone)	556 millions de dollars	5 km <sup>2</sup> , 1ère phase 1,2km <sup>2</sup>	2006-2007	Annulé	Jiangling Automobile, Zhongding International	Automobile, matériaux de construction
Egypt (Suez Special Economic Zone)	80 millions de dollars	5,08km <sup>2</sup> , démarrage 1,07km <sup>2</sup>	1998	Exploitation et construction	Tianjin TEDA	Textile & habillement, pétrole, équipement, automobile, électronique

## Annexe 2

Exemples d'importations et exportations des pays de l'Afrique du Nord à destination et en provenance de la Chine (Pour l'Égypte, données fournies par le ministère de l'industrie et du

commerce extérieur (informations de 2010); pour le Maroc, données fournies par le ministère chinois du commerce (informations de 2007).

	Exportations	Importations
<b>Égypte</b>	Denrées périssables (viande, légumes, fruits et produits laitiers) Café, thé, épices Céréales Graines oléagineuses et graines diverses Boissons, spiritueux et vinaigre Tabac Sel, soufre, pierres, matériaux de plâtrage, chaux et ciment, Combustibles fossiles	Poisson et produits du poisson Produits laitiers; œufs d'oiseaux, miel naturel; produits animaux comestibles Plantes vivantes et autres, bulbes, racines, et les produits similaires; fleurs coupées Produits de la minoterie; malt; amidons; inuline; blé gl Graines et oléagineux; graines diverses, semences et fruits, paille et fourrages Cacao et dérivés du cacao Résidus et déchets des industries alimentaires; fourrages préparés pour animaux; Produits chimiques inorganiques, composés organiques ou inorganiques de métaux précieux; Produits chimiques organiques; Produits pharmaceutiques; Engrais; Extraits pour tannage ou teinture; Produits photographiques et cinématographiques; Matières plastiques et caoutchouc Bois et articles en bois; charbon de bois; Soie, laine, coton; Fer et acier.
<b>Maroc</b>	Engrais	Produits chimiques
	Chaussures	Verre
	Cuir	Plastique industriel pour voitures
	Magnésium	Climatiseurs
	Fer et acier	Electronique
	Fruits	Motos
	Fibres synthétiques	Etoffe de coton

